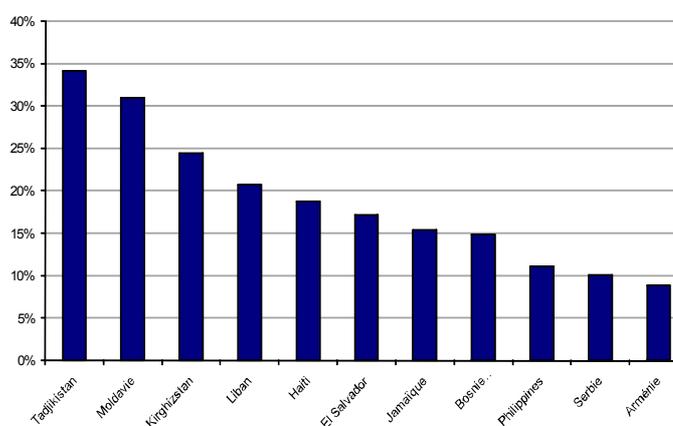


Vulnérabilité des pays émergents et en développement à une réduction des transferts de migrants

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et de la Politique économique et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

- Depuis le déclenchement de la crise à l'automne 2008, les balances des paiements des pays émergents ont été soumises à des tensions sévères, le mouvement généralisé de réduction de l'effet de levier ayant conduit à des retraits de capitaux importants de ces pays. Alors qu'au cours des crises précédentes affectant les pays émergents, les transferts des migrants s'étaient révélés résilients et avaient ainsi procuré une source de financement stable pour ces pays, cela semble être moins le cas au cours de cette crise, les pays d'accueil des migrants étant également touchés par la crise.
- La baisse des transferts de migrants engendre une détérioration des équilibres macro-financiers des pays concernés, et ce d'autant plus qu'ils avaient été une source de financement prioritaire du cycle de croissance précédent (notamment dans des secteurs cycliques, tels que l'immobilier...). L'effet défavorable sur l'activité conduit en outre à une détérioration des autres sources de devises qui accroît les besoins de financement des pays concernés.
- Les pays émergents *a priori* les plus vulnérables à une réduction des transferts ont pour trait commun d'être de petite taille, d'avoir un compte courant fortement dépendant des transferts entrants et d'être liés à un pays source du transfert où la situation macro-financière et/ou le statut du migrant se détériorent. Il s'agit des pays de la CEI, des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, et de certains pays d'Europe orientale (dont la Roumanie) et d'Asie (sous-continent indien, Philippines).
- Au 1^{er} trimestre 2009, certains de ces pays apparaissent déjà fortement touchés. Les pays les plus affectés ont été ceux de la CEI, où le recul des transferts a atteint 30 % en glissement annuel. La réduction est de l'ordre de 10 % sur un an dans l'Amérique Centrale et les Caraïbes au premier trimestre, mais la baisse s'y accentue. Les pays asiatiques sont en revanche pour le moment épargnés et bénéficient de transferts résilients, en particulier au Pakistan, au Bangladesh et aux Philippines.

La dépendance d'une sélection de pays aux transferts de migrants (% du PIB)



Source : Banque mondiale

1. Alors que les transferts de migrants constituaient habituellement une ressource stable dans l'essentiel des crises traversées par les pays émergents, le caractère global de la crise actuelle engendre une réduction des transferts de migrants¹

Les pays émergents et en développement ont pris l'habitude de considérer les transferts de migrants comme un « stabilisateur automatique » lors des crises qu'ils ont subies dans les vingt-cinq dernières années. En effet, les crises qui les touchaient leur étaient intrinsèques et dans le même temps, l'économie dans les pays d'accueil pouvait rester dynamique. Ainsi, les transferts de migrants permettaient d'atténuer l'effet d'une interruption soudaine des flux de capitaux sur l'ajustement du solde courant. Les transferts de migrants avaient un caractère partiellement stabilisateur, atténuant l'effet procyclique des flux de capitaux et de politiques économiques insuffisamment prudentes en phase de croissance et dont le resserrement pouvait être brutal en phase de crise.

La crise actuelle se distingue très nettement de ces épisodes passés : elle provient fondamentalement des pays développés. **Comme dans les crises précédentes, elle s'est ainsi traduite par un repli des flux de capitaux (depuis octobre 2008), mais elle s'accompagne aussi d'une diminution des transferts de migrants** sous l'effet conjugué de la crise dans les pays développés et dans certains autres centres régionaux de migration (dont la Russie, le Kazakhstan ou les pays du Golfe). Si les prévisions de la Banque mondiale font état de perspectives de baisse, encore limitées, de 7,3 % (de 328 Mds USD en 2008 à

304 Mds USD en 2009), ces projections agrégées sont susceptibles de cacher des disparités régionales fortes.

En pratique, l'évolution des transferts dépendra de plusieurs facteurs, dont la vérification empirique ne pourra pour certains d'entre eux se faire qu'*a posteriori* :

- l'évolution des revenus du travail des migrants dans le pays d'accueil, en relation avec leur taux d'emploi et leur salaire (avec des dynamiques différentes dans les secteurs formel et informel).
- le comportement d'épargne des migrants, qui pourraient décider de soutenir davantage leurs familles ce qui contribuerait à lisser les transferts ou, au contraire, d'accroître leur épargne de précaution non transférée.
- le retour d'immigrés dans leur pays d'origine, qui constitue un facteur favorable à court terme, s'il s'accompagne du rapatriement de leur épargne mais qui conduit au tarissement de la source du transfert à moyen terme. Le retour volontaire est également une forme observable, comme au sein de l'UE, où la circulation des personnes est libre.
- La détérioration de la stabilité du secteur bancaire du pays récipiendaire, qui peut inciter à retarder les transferts de migrants ou à les faire transiter par des voies plus informelles.

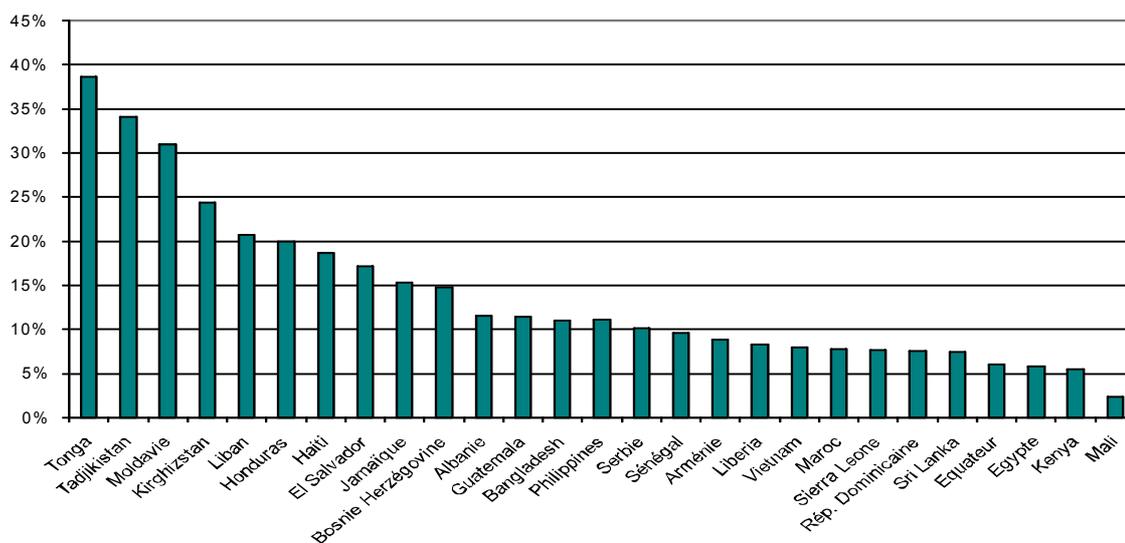
2. Les pays d'Asie centrale, d'Amérique centrale, du Caucase et d'Europe orientale font partie, à côté des pays africains, des pays *a priori* les plus vulnérables à une réduction des transferts de migrants

Les pays émergents et en développement ne sont pas tous *a priori* aussi vulnérables à une réduction des transferts de migrants. Cette vulnérabilité *ex-ante* est fonction : 1) de la dépendance des pays émergents vis-à-vis de ces flux, 2) de la probabilité que ces flux diminuent, 3) des tensions structurelles ou conjoncturelles existant sur la balance des paiements indépendamment de ces transferts.

2.1 Les pays les plus dépendants des transferts de migrants sont des petits pays, notamment d'Afrique et d'Amérique centrale, qui souffrent fréquemment d'un retard de développement

En première approche, la dépendance aux transferts de migrants est directement fonction de leur part dans le PIB. Le graphique 1 montre que ces pays sont fréquemment de petite taille. Certains pays cumulent des facteurs de vulnérabilité supplémentaires, tels qu'un historique de conflits armés (Liban), des problèmes politiques récurrents (Moldavie, Haïti) ou liés à leur insularité (Tonga, Haïti). Ceux-ci sont à l'origine de flux migratoires très conséquents, qui donnent lieu à des transferts de migrants très significatifs.

(1) Les transferts de migrants sont comptabilisés dans le compte courant. S'ils constituent des ressources en devises, ils ne font donc pour autant pas partie des flux de capitaux.



Source : Banque Mondiale

2.2 La vulnérabilité des pays récipiendaires dépend aussi de l'ampleur de la crise dans les pays pourvoyeurs de transferts de migrants. Les pays de la CEI semblent particulièrement vulnérables à cet égard

Parmi les pays qui dépendent fortement des transferts des migrants, tous n'ont pas la même probabilité de voir ces transferts affectés par la crise.

On peut considérer de façon simplifiée que les risques de baisse de ces transferts sont importants si les pays sources de transferts sont affectés significativement par la crise² et si les transferts sont facilement réversibles. La réversibilité potentielle des transferts de migrants est estimée par la progression des envois de fonds sur les trois dernières années (entre 2004 et 2007). En effet, les nouveaux transferts apparus ces dernières années peuvent être considérés comme les plus instables : ces nouveaux transferts sont le fait de migrants dont l'installation dans le pays est encore peu institutionnalisée et ce type de migrants a tendance à travailler dans des secteurs très cycliques, particulièrement concernés par la crise actuelle (construction notamment).

Si l'on examine la situation du côté des pays source, la concomitance de flux sortants conséquents, de perspectives de croissance sombres et d'un accroissement élevé des envois de fonds les dernières années, indique un risque élevé de diminution des flux de transferts de migrants vers les pays récipiendaires. **Le tableau 1 montre que les pays récipiendaires de la CEI sont susceptibles de voir leurs transferts d'épargne significativement diminués**, car les deux principaux pays d'accueil des migrants, la Russie et le Kazakhstan sont affectés :

- **La Russie combine le deuxième flux annuel sortant de transferts de migrants (17,7 Mds USD**

en 2007), avec une progression du flux sortant de 241,5 % sur trois ans et une prévision de croissance du PIB de -6 % en 2009. Les pays pour lesquels cela représente un risque sont les destinataires de ces fonds, dont la quasi-totalité des pays de la CEI, particulièrement les pays d'Asie centrale, du Caucase et la Moldavie.

- **Le Kazakhstan a connu une progression de 217,9 % des envois de fonds à l'étranger sur trois ans.** Le flux annuel sortant de transferts de migrants est limité (4,3 Mds USD) mais ces fonds s'orientent prioritairement vers les pays voisins, dont le Kirghizstan et le Tadjikistan, qui sont très dépendants de ces flux, et qui ont obtenu une aide du FMI.

D'autres pays pourvoyeurs de transferts sont affectés par la crise, bien qu'à une moindre échelle, ce qui affecte d'autres zones, comme l'Amérique latine et l'Europe orientale :

- **L'Espagne et l'Italie** connaissent des flux annuels sortants de transferts de migrants élevés et qui ont nettement augmenté les trois dernières années. Les pays destinataires des ressources en provenance de ces pays sont principalement des pays latino-américains pour l'Espagne et des pays d'Europe de l'Est, (dont la Roumanie et la Moldavie) pour l'Italie.
- **Les États-Unis** sont, très nettement, le premier pays pourvoyeur de fonds, avec 45,6 Mds USD, mais les transferts ont un caractère plus structurel qu'ailleurs (la croissance des envois de fonds n'a été que de 16 % sur les trois dernières années), ce qui laisse penser que les transferts de fonds en provenance des États-Unis pourraient être plus résilients. Cependant, la détérioration récente des conditions d'emploi des émigrés du Mexique et d'Amérique centrale (en relation avec les précautions prises pour contrecarrer l'épidémie de grippe A(H1N1)) pourrait être un facteur nettement défavorable pour ces pays.

(2) Les perspectives de croissance sont celles du dernier *World Economic Outlook* du FMI d'avril 2009, révisées en juin.

Tableau 1 : perspectives de croissance dans les 15 principaux pays pourvoyeurs de transferts et « vulnérabilité » à une réduction des transferts^a

	Transferts de migrants, flux sortants en 2007 (Mds USD)	Transferts de migrants, flux sortants (croissance entre 2004 et 2005)	Croissance du PIB prévue pour 2009 (<i>World Economic Outlook</i> , avril 2009, mis à jour en juin)
États-Unis	45,6	16,0 %	-2,6 %
Russie	17,7	241,5 %	-6,5 %
Suisse	16,3	25,9 %	-3,0 %
Arabie Saoudite	16,1	18,5 %	-0,9 %
Espagne	14,7	111,1 %	-3,0 %
Allemagne	13,9	14,8 %	-6,2 %
Italie	11,3	104,8 %	-5,1 %
Luxembourg	9,3	54,7 %	-4,8 %
Pays-Bas	7,8	55,6 %	-4,8 %
Malaisie	6,4	26,1 %	-3,5 %
Royaume-Uni	5,0	70,7 %	-3,8 %
France	4,4	2,8 %	-3,0 %
Chine	4,4	111,5 %	-7,5 %
Kazakhstan	4,3	217,9 %	-2,0 %
Corée	4,1	63,0 %	-3,0 %

a. Les données incluses s'arrêtent en 2007, car l'année 2008 marque déjà un premier repli en cours d'année dans certains pays, repli qui ne permet pas d'identifier correctement les facteurs de risque les plus conséquents.

Sources : Banque mondiale et FMI

2.3 Une analyse plus fine par facteur de vulnérabilité à une réduction des transferts de migrants montre la fragilité des petits pays de la CEI, ainsi que des pays d'Europe centrale et orientale, d'Amérique centrale et de certains pays d'Asie

Parmi les pays qui reçoivent abondamment des transferts de migrants et qui risquent de voir ces transferts fortement diminués du fait de la crise, sont les plus vulnérables ceux qui connaissent par ailleurs des tensions sur leurs balances des paiements. A ce titre, deux cas peuvent être distingués :

1. Une dépendance structurelle de la balance des paiements aux transferts de migrants
2. Une position conjoncturellement défavorable de la balance des paiements à l'orée de la crise

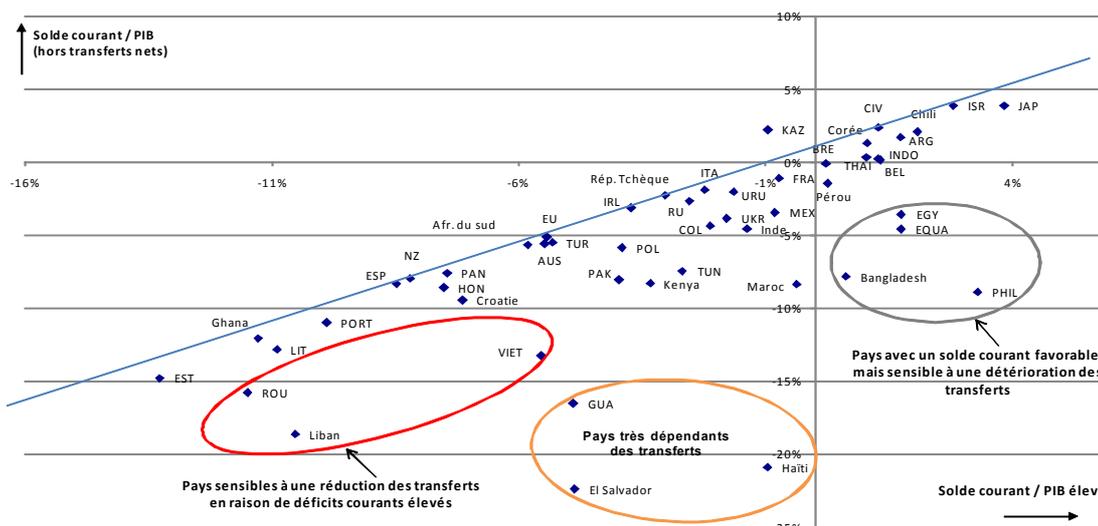
On peut considérer que la dépendance structurelle de la balance des paiements aux transferts de migrants est d'autant plus élevée que, sur moyenne période, les transferts nets de migrants représentent une part importante du solde de transactions courantes et le déficit courant est élevé. Cet élément peut être mis en évidence au travers

d'une comparaison « simple »³ de deux indicateurs, soit le ratio solde de transactions courantes / PIB et ce même ratio corrigé des transferts nets de migrants. Ceci permet d'identifier les pays dont les équilibres externes pourraient significativement se détériorer avec la crise en raison d'une réduction des transferts de migrants. **L'appréhension des vulnérabilités donnée ici est d'ordre structurel, puisque les deux ratios sont calculés comme des moyennes sur les cinq dernières années disponibles.**

Les pays latino-américains sont très fortement concernés par la dépendance de leurs balances des paiements aux transferts nets de migrants, en particulier le Salvador, le Guatemala et Haïti. D'autres pays sont très vulnérables en raison de déficits courants déjà forts, qu'une dépendance même mesurée aux transferts détériore encore. Il s'agit de la Bulgarie, de la Roumanie, du Liban et du Vietnam dont le déficit se creuse. Par extension, on peut remarquer que si les Philippines, le Bangladesh, l'Équateur et le Maroc connaissent des excédents courants structurels, une réduction marquée des transferts nets de migrants les ferait basculer dans des déficits significatifs.

(3) Cette comparaison laisse en effet entendre que les transferts nets pourraient s'annuler totalement, ce qui est évidemment un cas très improbable.

Graphique 2 : pays dont l'équilibre structurel de la balance des paiements est le plus vulnérable à une réduction des transferts de migrants⁴



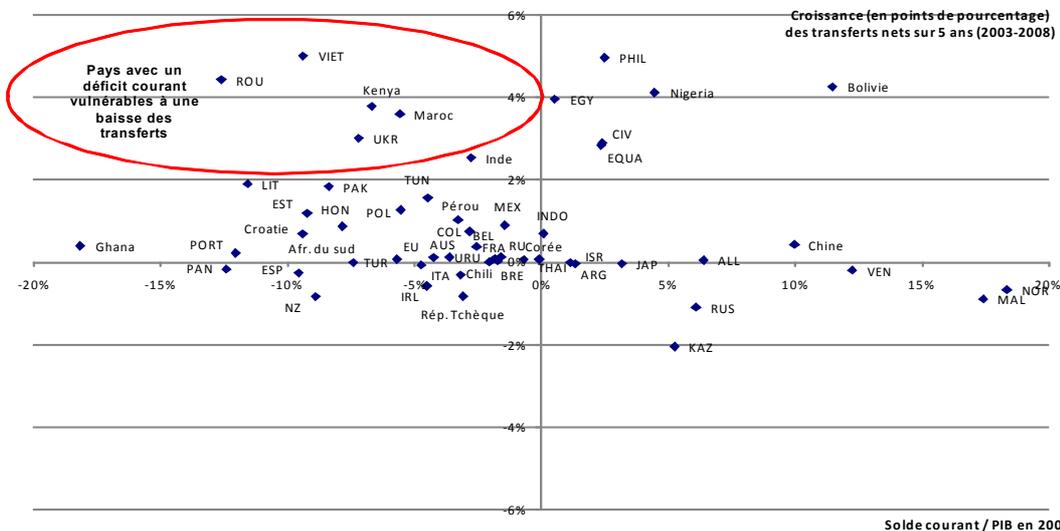
Clé de lecture : Les pays placés en dessous de la droite sont dépendants de transferts entrants, tandis que les pays au dessus de la droite envoient des fonds au reste du monde. Le solde courant des pays placés sur la droite ne dépend pas des transferts nets de migrants. Sur l'axe des abscisses, on lit que le Guatemala a un déficit courant de 5 % du PIB et, sur l'axe des ordonnées, que ce déficit serait de 16 % du PIB hors transferts de migrants. La distance verticale entre la droite et le point représente le ratio transferts nets sur PIB, soit 11 % du PIB dans le cas du Guatemala.

Source : Banque mondiale, FMI

Sans obligatoirement connaître de tensions structurelles sur leurs balances des paiements, certains pays émergents peuvent connaître une position conjoncturellement défavorable de la balance des paiements à l'orée de la crise qui les rend vulnérables à une baisse des transferts de migrants. Cette vulnérabilité conjoncturelle peut être détectée en croisant le déficit courant la dernière année d'intérêt⁵ avec le risque de baisse brutale des transferts

de migrants, dont on suppose qu'il est d'autant plus grand que les émigrés sont arrivés récemment (cf. supra). Ces éléments sont mis en relation dans la figure suivante qui suggère que les pays dont les balances des paiements sont conjoncturellement vulnérables sont notamment la Roumanie, le Vietnam, le Bangladesh, les Philippines, le Maroc, le Kenya et l'Équateur.

Graphique 3 : pays en déséquilibre de balance des paiements avant la crise, dont la dépendance aux transferts de migrants aggrave les vulnérabilités



Clé de lecture : Sur l'axe des abscisses, on lit que la Roumanie a un déficit courant de 14 % du PIB, tandis que sur l'axe des ordonnées, on remarque que le ratio transferts nets de migrants sur PIB a augmenté de 4,5 points de pourcentage sur les cinq dernières années.

Source : Banque Mondiale, FMI

(4) Les données sont calculées sur moyenne période, soit des moyennes entre 2004 et 2008.

(5) C'est-à-dire 2007, car les transferts nets ne peuvent être calculés que jusqu'en 2007 (la Banque mondiale ne donnant pas d'informations sur les transferts sortants pour 2008).

3. Les premières données disponibles pour 2009 suggèrent que les transferts de migrants baissent fortement dans les pays de la CEI, et plus modérément dans les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes

Les différentes régions bénéficiant de transferts de migrants ne font pas face aux mêmes évolutions sur le début de l'année. Les premières données disponibles, nationales ou de la Banque mondiale, permettent d'appréhender les évolutions récentes dans les différentes zones géographiques.

3.1 Les pays de la CEI sont les plus touchés par la baisse des transferts de migrants

L'économie russe a été très fortement affectée par la crise, avec une baisse du PIB de 10,1 % au 1^{er} semestre (en glissement annuel). En conséquence, les éléments de vulnérabilité *ex-ante*, évoqués plus haut (poids important des transferts dans le PIB, forte progression des flux entrants sur les dernières années et croissance très fortement négative dans le pays d'accueil des migrants), se matérialisent à l'évidence dans les pays récipiendaires de la CEI et la diminution observée des transferts de migrants sur le début de l'année 2009 participe à l'atterrissage brutal des économies concernées. Par ailleurs, le fait que les transferts vers ces pays soient en roubles et leur dette externe essentiellement en dollars a aggravé l'équilibre de leurs balances des paiements dès lors que le rouble s'est déprécié contre le dollar.

Dans ce contexte⁶, **au Tadjikistan, en Arménie et en Moldavie, les transferts de migrants se réduisent d'environ 30 % en glissement annuel au premier trimestre 2009.** Si ces trois pays sont parmi les plus vulnérables de la CEI, l'ensemble de la zone apparaît concernée par une réduction qui devrait aller au-delà de ce que la Banque mondiale a estimé (en mars 2009) pour 2009 sur la zone Europe - Asie centrale, c'est-à-dire une réduction de 10 % des transferts de migrants.

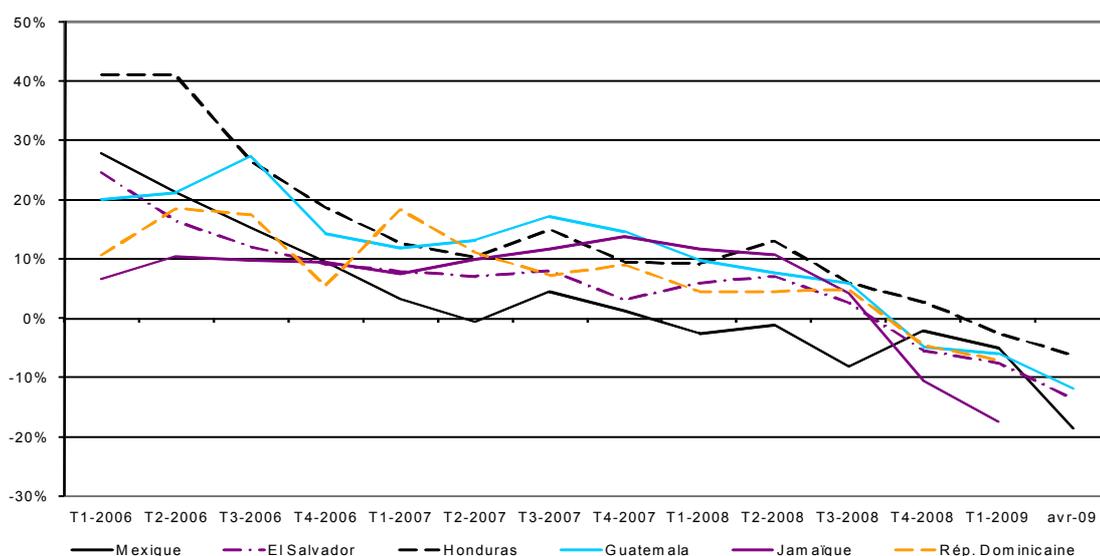
De plus, les difficultés rencontrées dans les secteurs bancaires nationaux semblent agir comme un facteur aggravant. Une étude⁷ basée sur le cas de la Moldavie, montre une utilisation moindre du canal bancaire par la population : alors qu'en juillet 2008, 20,3 % de la population moldave utilisait un mode de transfert de nature bancaire, en mars 2009, cette proportion a diminué pour atteindre 15,9 %. La confiance que la population accorde au secteur bancaire pourrait donc avoir un impact sur l'ampleur des transferts de migrants, même s'il est fort possible que la proportion de transferts réalisés par des canaux informels augmente.

3.2 Les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes subissent une réduction marquée, mais moins brutale, des transferts de migrants

Les données de la Banque mondiale disponibles pour le premier trimestre 2009 témoignent d'une diminution du montant des flux entrants de migrants en Amérique latine et aux Caraïbes, d'une ampleur plus limitée que les évolutions observées d'après les données nationales pour les pays de la CEI. Cependant, si les pays d'Amérique latine et des Caraïbes devraient percevoir une baisse des fonds de migrants d'environ -7,8 % en 2009 selon le scénario le plus pessimiste de la Banque mondiale, l'impact devrait être plus conséquent sur les pays les plus petits.

Le fléchissement des flux entrants en Amérique latine peut être observé sur le graphique 4, avec notamment une réduction de 8 % au Mexique sur les 4 premiers mois de l'année (en g.a.), mais qui se renforce récemment avec les difficultés liées à la grippe A(H1N1) (-19 % en g.a. en avril 2009) et à ses effets, encore peu documentés, sur l'emploi des migrants latino-américains.

Graphique 4 : évolution des transferts de migrants vers les pays d'Amérique centrale (glissements annuels, calculés sur des données trimestrielles)



Source : Banque mondiale

(6) Les données commentées dans ce paragraphe proviennent des sources nationales.

(7) « The Socio-Economic Impact of the Economic Crisis on Migration and Remittances in the Republic of Moldova », *International Organization of Migration*, Mai 2009.

La réduction des transferts s'explique essentiellement par la crise économique constatée aux États-Unis, où résident 65 % des migrants d'Amérique latine et d'où proviennent 75 % des flux entrants en Amérique latine. En particulier, les migrants latino-américains sont très présents dans le secteur de la construction, très touché par la crise. Le fait que les transferts soient générés en dollars atténue l'impact sur les pays récipiendaires, dans la mesure où les monnaies locales se sont dépréciées, ce qui est notamment le cas du peso mexicain.

La baisse des transferts de fonds en Amérique centrale provient également du ralentissement de l'activité économique observé en Espagne, deuxième pays pourvoyeur de transferts de migrants à destination de cette zone. C'est notamment le cas dans le secteur de la construction, où, comme aux États-Unis, sont employés un grand nombre de latino-américains. Les mesures financières proposées par le gouvernement espagnol pour favoriser le retour de migrants vers leur pays d'accueil ont pu compenser cet effet, par le biais du retour des migrants dans leur pays d'origine (avec leur épargne).

3.3 Les autres zones géographiques sont plus résilientes

L'Asie du Sud concentre près d'un quart des flux entrants dans le monde. Malgré la crise économique mondiale, les flux entrants augmentent au Pakistan (+23 % en mai 2009 par rapport à mai 2008) et au Bangladesh (+21,9 % sur la même période), alors que Sri Lanka connaît une baisse modérée (-1,7 %). L'évolution positive des transferts de fonds au Pakistan et au Bangladesh peut s'expliquer par la prépondérance des flux en provenance des pays de la péninsule

arabique, les projets d'infrastructure étant maintenus en raison des réserves financières accumulées par les pays du Golfe lorsque le prix du pétrole était élevé. Les Philippines bénéficient de transferts de migrants qui restent marqués par un accroissement de 2,6 % en g.a. sur le premier trimestre 2009.

Les flux entrants de migrants à destination des pays du Proche-Orient (pour lesquels il s'agit souvent d'une source de revenus importante⁸) devraient être résilients, selon le FMI. Le diagnostic de la Banque mondiale corrobore cette analyse, puisque selon elle, la baisse du montant des transferts de fonds vers les pays du Proche-Orient importateurs de pétrole devrait être modérée en 2009 (29 Mds USD en 2009 contre 31 Mds USD en 2008). Ces flux proviennent pour l'essentiel des pays du Conseil de coopération du Golfe (Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis et Bahreïn), qui ont accumulé suffisamment de réserves financières pour faire face à une baisse temporaire des revenus pétroliers.

Enfin, l'Afrique sub-saharienne devrait connaître davantage de difficultés, compte tenu du fait que 80 % des transferts de fonds de migrants lui étant destinés proviennent des pays développés. Ainsi, selon la Banque mondiale, les envois de fonds de migrants à destination de l'Afrique sub-saharienne devraient chuter de 8,3 % en 2009. Les transferts des migrants des pays d'Afrique du Nord, essentiellement en provenance de l'Union européenne (plus de 50 % du montant total pour le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie), baisseraient quant à eux de 6 % en 2009.

4. L'accroissement des besoins de financement dans les petits pays dépendants des transferts de migrants conduit à des restrictions sur la libre circulation de devises, ainsi qu'à une intervention plus importante du FMI

Pour les pays concernés, la réduction des transferts pose deux types de problème pour les pays concernés : elle aggrave les besoins de financement et induit une détérioration des ressources en devises.

4.1 L'accroissement des besoins de financement conduit les pays émergents à demander une aide internationale proportionnée

La baisse des transferts de migrants favorise, avec la réduction des flux de capitaux, un accroissement du besoin de financement des pays qui en sont dépendants, de manière telle qu'une aide internationale est nécessaire. Dans plusieurs pays, cette aide a été décidée à titre préventif, comme au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Tadjikistan et au Mexique (qui ont tous bénéficié de programmes du FMI). Elle a été accrue en Arménie, notamment pour cette raison. D'autres pays, comme la Jamaïque, Sri Lanka, la Moldavie et la République dominicaine demandent une aide au FMI, notamment du fait d'une baisse plus importante que prévue des transferts de migrants.

4.2 Lorsque la réduction des transferts de migrants contribue à affecter la liquidité en devises, elle conduit à des mesures de contrôle sur les capitaux.

La diminution des ressources en devises est un phénomène particulièrement pénalisant quand ces transferts apportent les devises utilisées pour régler les importations ou rembourser les dettes. Ce phénomène touche en premier lieu les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, qui obtiennent principalement des dollars dont ils ont directement besoin notamment pour payer leurs importations.

Parmi ces pays, ceux pour qui la réduction des entrées de devises (liées notamment à une baisse des transferts de migrants) est la plus pénalisante sont ceux qui n'ont pas de monnaie propre, c'est-à-dire les économies dollarisées. C'est en particulier le cas du Salvador, du Panama, du Guatemala et de l'Équateur. L'entrée de devises y est le mécanisme fondamental à l'origine de la création de monnaie, puisque les banques centrales concernées ne peuvent à l'évidence pas émettre de dollars. Ce problème est rendu plus aigu encore du fait

(8) Les transferts de migrants représentent 20 % du PIB pour le Liban, 14 % pour la Jordanie, notamment.

que les autres sources d'entrées de devises se tarissent également⁹.

La pénurie de devises a amené certains États à adopter des mesures restrictives sur les entrées/sorties de devises. En Équateur, les banques sont contraintes de rapatrier 1,2 Md USD sur les 3,9 Mds USD qu'elles détiennent à l'étranger. Au Venezuela, les transferts sortants de devises subissent des restrictions : le montant maximal a été réduit de 1800 USD par mois et par personne à 900 USD.

Fabrice BERTHAUD,
Stéphane COLLIAC

(9) En particulier, les exportations de ces pays diminuent plus fortement que leurs importations, le ralentissement du commerce mondial se combinant avec la réduction du prix des produits de base qui constituent leurs principales exportations. L'Équateur, pour qui le pétrole est la première exportation, cumule également une difficulté supplémentaire, liée à un défaut de paiement sur sa dette publique qui le tient éloigné des marchés internationaux sur lesquels il pourrait acquérir une partie des devises nécessaires. En Équateur, les transferts de migrants ont diminué de 27 % au premier trimestre 2009 (en g.a.) à 554 Mds USD. Au total, les réserves de change sont passées de 6,5 Mds USD en septembre 2008 à 2,6 Mds USD en mai 2009.

Éditeur :

Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et de l'Emploi

Direction générale du Trésor
et de la Politique économique

139, rue de Bercy
75575 Paris CEDEX 12

Directeur de la Publication :

Benoît COEURÉ

Rédacteur en chef :

Jean-Paul DEPECKER
(01 44 87 18 51)
tresor-eco@dgtp.e.fr

Mise en page :

Maryse DOS SANTOS
ISSN 1777-8050

Derniers numéros parus

■ **Juillet 2009**

n° 63. La Prime Pour l'Emploi et ses bénéficiaires de 2001 à 2008
Jonathan DUVAL

n° 62. La crise américaine d'aujourd'hui comparée à la crise japonaise des années 1990
Sophie RIVAUD, Michaël SICSIC

n° 61. Le Revenu de Solidarité Active : principes de construction et effets attendus
Clément BOURGEOIS, Chloé TAVAN

Juin 2009

n° 60. La Chine : « laboratoire du monde » ?

Alain BERDER, François BLANC, Jean-Jacques PIERRAT

n° 59. Surplus distribuable et partage de la valeur ajoutée en France
Paul CAHU

http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/dgtp/TRESOR_ECO/tresoreco.htm